

La guerre du Vietnam

III. — QUE PEUT-ON FAIRE ?

Attendre et laisser faire ?

Que peut-on faire ? C'est la question que l'on se pose évidemment devant un problème aussi énorme et aussi redoutable. Et l'on est tenté de se dire que l'on peut peut-être remettre le soin de faire quelque chose à plus puissant que soi. Pourquoi, après tout, ne pas attendre et laisser faire ? (1).

I. — Se fier aux désirs de paix du gouvernement américain ?

Certes, pour l'heure, les Américains poursuivent résolument l'escalade, nous l'avons vu. Mais ils affirment en même temps être plus désireux que jamais de rétablir la paix au Vietnam. Le président Johnson, dit-on à Washington, est à tout moment disposé à interrompre le déroulement des opérations. Il suffirait que Hanoï accepte l'une des procédures de négociations sans condition théoriquement admises par le gouvernement américain. A défaut de la médiation de l'O.N.U. récuser par les Nord-Vietnamiens — à juste titre, puisqu'ils n'en sont pas membres, non plus que la Chine — l'intervention des différentes puissances signataires des accords de Genève de 1954 et de 1962 serait bien accueillie par Washington si elle s'exerçait dans le seul, sens d'une pression sur Hanoï.

Pour prouver sa bonne volonté, le président Johnson a généreusement suspendu pendant quelques semaines le flot de bombes sur le Nord, et expédié ses émissaires à travers le monde dans une vaste offensive « de paix », une tournée des capitales; pour prouver aussi l'aspect humanitaire de l'action américaine au Vietnam, le président des Etats-Unis a convoqué subitement une conférence d'Honolulu, avec coups de canon, parades militaires, et « plan économique » pour aider ces pauvres paysans vietnamiens, pour lutter « contre la faim, l'ignorance et la maladie », et pour préparer ces jours idylliques qui verront des élections libres se dérouler au Vietnam.

Mais personne dans le monde n'a pris au sérieux toute cette agitation spectaculaire : ni Hanoï ni Pékin, les mieux placés pour savoir ce qu'il en est des souhaits de paix de l'Amérique. Ni les Nations Unies, où M. Thant refuse de couvrir l'opération. Ni les autres pays. Ni même les militaires américains qui ont toujours pensé et n'ont jamais caché que les bombardements reprendraient et que la guerre continuerait. Pourquoi ?

C'est qu'il est apparu que les Américains ont eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'entamer des négociations, par exemple en mai 1965 lorsque le gouvernement français, informé par le représentant en France du Nord-Vietnam, fait part aux Améri-



Photo A.F.P.

Le vice-président HUMPHREY et le général KY : Se méfier toujours de l'allié.

cains que les quatre points du programme de règlement selon les Nord-Vietnamiens (indépendance, recherche de l'unité du Vietnam, liberté pour le Sud de se déterminer seul, évacuation des troupes étrangères) ne sont pas des préalables, mais des principes : que les autorités américaines les reconnaissent, et des négociations pourraient s'ouvrir — en réponse, les Américains reprennent aussitôt les bombardements sur le Nord interrompus depuis cinq jours. En juillet, le président Johnson « brûle » volontairement le Canadien Seaborn en train de prendre — avec son approbation ! — des contacts discrets au Nord. De même que M. Rusk rendra inutiles les informations que lui a transmises M. Fanfani au sujet des souhaits de paix chinois, en les divulguant sans les utiliser. A quoi bon une tournée des capitales, si dans le même temps on ignore soigneusement toutes les ouvertures possibles des capitales directement intéressées ? A quoi bon, si dans le même temps on ne fait aucune tentative pour engager un dialogue avec les combattants ? N'est-ce pas promettre monts et merveilles au Vietnam tandis qu'on l'écrase et le déchire ?

En vérité, tout ceci sent la vente publicitaire ; il s'agit de vendre à travers le monde la bonne conscience américaine, il s'agit de se rallier l'opinion internationale. « Nous avons déployé des efforts intenses et déterminés pour acquérir le soutien du monde entier », déclare M. Johnson. De cela,

1 Voir T.S. 286 et 287.

nul ne doute ! Mais où est la recherche de la paix ? Comment prétendre la rechercher lorsqu'on soutient contre toute évidence que le Vietcong est une création artificielle du Nord, que les combattants ne représentent rien, que des bandes de pillards et de brigands, que — simplement — ils « agressent le Sud » pour lui imposer le communisme. Les combattants auront beau demander qu'on vérifie leur représentativité, Hanoï aura beau, de son côté, offrir maintes possibilités de négociation, les Américains ne semblent pas l'avoir entendu ni pouvoir l'entendre : il n'est pire sourd... Et la guerre continue.

Par ailleurs, nous avons bien des raisons de suspecter l'Amérique et son désir de paix. M. Johnson ne l'a-t-il pas dit lui-même dans son message sur l'« état de l'Union » : « Nous resterons au Vietnam parce que, en Asie et dans le monde entier, il y a des pays dont l'indépendance présente et future repose, dans une large mesure, sur la confiance qu'ils mettent en la protection américaine. » Nous savons ce que cela veut dire : Saint-Domingue nous a clairement démontré le désir américain de « protéger » les pays « indépendants »...

Il est clair que, de plus en plus, l'Amérique, inquiète de la puissance grandissante de la Chine, inquiète de la présence à ses portes de la poudrière d'Amérique latine, s'oriente vers une politique d'intervention brutale partout où elle le jugera nécessaire, d'abord à sa sécurité et ensuite à ses intérêts, politique dont Saint-Domingue et le Vietnam sont la double manifestation. Le budget n'a-t-il pas été voté en bloc pour les deux pays : 700 millions de dollars pour les deux interventions ? Il s'agit là d'une stratégie à l'échelle mondiale, née de l'équilibre nucléaire (et peut-être d'un déséquilibre en faveur des Etats-Unis) — afin de maintenir un statu quo qui empêche les mouvements de libération nationale de faire pencher, par le poids démographique et géopolitique, l'équilibre « idéologique » en faveur du socialisme (politique dite « du verrou »). Cet interventionnisme triomphant s'appuie sur un immense orgueil : « Ils ne connaissent pas le président des Etats-Unis, il ne cédera pas » ; s'appuie aussi sur la confiance totale dans ses propres richesses, dans ses propres forces militaires ; sur la hantise parfois naïve du communisme (par exemple, si la presse japonaise critique le point de vue américain sur le Vietnam, une seule explication : c'est que les communistes ont réussi à s'infiltrer aux postes de responsabilité de la presse japonaise ! C'est M. George Bail, sous-secrétaire d'Etat au State Department, qui l'affirme. On le voit, les machines électroniques qui mécanographient les données politico-stratégiques, aux Etats-Unis, paraissent avoir parfois des réactions de psychologie curieusement adolescentes...

Il apparaît donc que tout indice, tout signe, la moindre velléité de véritable indépendance, seront immédiatement étouffés par les Etats-Unis, en

Amérique latine, en Asie ou ailleurs. Dans cette perspective, il est dérisoire de prétendre faire croire à son désir de paix.

2. — *Cela nous regarde-t-il ? Et Wilson ne s'en occupe-t-il pas ? Et de Gaulle ?*

Faut-il alors laisser agir plus puissant que soi ? Faut-il laisser les Etats intervenir auprès des dirigeants américains pour leur faire accepter la paix ? D'une part, les Etats n'interviennent que lorsqu'ils ne risquent, pas, ce faisant, de porter préjudice à leurs intérêts. D'autre part, aucun n'a réussi jusqu'ici, lorsque cela a été tenté. Harold Wilson s'est ridiculisé dans ses tentatives ! Les travaillistes anglais soutiennent bien trop ouvertement et trop inconditionnellement la politique américaine et l'O.T.A.S.E. pour qu'on les prenne très au sérieux. Soutien de la livre sterling oblige ! Certes, les Anglais ont peur, comme tout le monde, des risques de l'escalade ; mais leurs efforts n'iront pas plus loin que des prières polies...

C'est probablement le gouvernement français — nous pouvons rendre cette justice à de Gaulle, ayant assez d'autres raisons de le critiquer — qui a eu l'attitude la plus prudente et la plus ferme pour un gouvernement bourgeois. Depuis déjà 1963, la thèse française est qu'il n'y a pas de victoire militaire possible au Vietnam ; or, et cela malgré l'écrasante supériorité de l'armement américain, c'est ce qui ressort aujourd'hui de cette guerre. Les Vietnamiens ne peuvent rejeter les Américains à la mer, faute de puissants moyens techniques et du fait de la vulnérabilité logistique à laquelle ils s'exposeraient dans des tentatives de ce genre ; mais les Américains ne peuvent durablement occuper un terrain conquis si difficilement, ni assurer leur sécurité ! A moins d'accepter pleinement le génocide, il n'y a pour eux non plus aucun espoir de victoire militaire.

Mais le gouvernement français a peut-être réussi à gagner l'oreille de Pékin et des Vietnamiens, il n'a pas réussi à imposer la paix et n'y réussira pas plus que le pape, faute de moyens de pression sur les Américains. Pour l'instant, il semble bien qu'il ne suffise donc pas d'attendre que les autres fassent quelque chose à notre place.

Germaine Pivasset.

**PROCHAINEMENT :
NOTRE RESPONSABILITÉ**